

Elevages  
15 avenue de Cucillé  
CS 90 000  
35919 Rennes

Rennes, le 15/01/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/01/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **PHB**

LE BAS LUCON  
35210 Châtillon-en-Vendelais

Références : 2024-00164R  
Code AIOT : 0053500645

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/01/2024 dans l'établissement PHB implanté LE BAS LUCON 35210 Châtillon-en-Vendelais. L'inspection a été annoncée le 04/12/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PHB
- LE BAS LUCON 35210 Châtillon-en-Vendelais
- Code AIOT : 0053500645
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Exploitation porcine en engraissement bénéficiant de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°44568 du 19/05/2021 pour 4256 places de porcs à l'engrais et 720 places de post-sevrage.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Prescriptions ICPE

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de délais
9	Défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de délais
32	Notification de changement notable	Autre du 13/04/2010, article Article R512-46-23 du code de l'Environnement	2 mois

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier	Arrêté Préfectoral du 19/05/2021, article 1	Sans objet
2	Conformité de l'installation à la demande d'autorisation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3	Sans objet
3	Respect des distances d'implantation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 5-1	Sans objet
4	Dispositions relatives à l'intégration paysagère	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6	Sans objet
5	Propreté des installations	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6	Sans objet
6	Propreté des locaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	Sans objet
7	Étanchéité des ouvrage de stockage d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II	Sans objet
8	Accessibilité aux services de secours	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12	Sans objet
10	Installations électriques et techniques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Sans objet
11	Stockage des produits dangereux (rétention et sécurité)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15	Sans objet
12	Déclaration annuelle des flux d'azote	Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
13	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	Sans objet
14	Capacités de stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-III	Sans objet
15	Collecte des eaux de pluie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24	Sans objet
16	Absence de rejets directs d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 26	Sans objet
17	Gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 33	Sans objet
18	Stockage des déchets	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34	Sans objet
19	Elimination des déchets	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35	Sans objet
20	Bordereaux import, export	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 30	Sans objet
21	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41	Sans objet
22	MTD3 Azote total excrété, nutrition des animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
23	MTD5 Utilisation rationnelle de l'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
24	MTD14 Émissions atmosphériques d'NH <sub>3</sub> , stockage effluents solides	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
25	MTD15 Rejets dans le sol et l'eau, stockage des effluents solides	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
26	MTD23 Émissions d'NH <sub>3</sub> , production global élevage porcin ou de volailles	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
27	MTD24 Surveillance azote et phosphore excrétés dans les effluents d'élevage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
28	MTD29 Surveillance des paramètres de procédé	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
29	MTD29 Surveillance des paramètres de procédé	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
30	MTD29 Surveillance des paramètres de procédé	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
31	MTD30 Émissions atmosphériques d'NH3, hébergement de porcs	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Bon état global de l'exploitation. Les conditions d'exploitation ont fait l'objet d'un changement depuis l'automne 2023, utilisation de litière de paille à la place de la sciure. Déclarer la modification en Préfecture d'Ille-et-Vilaine.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/05/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Élevage, dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b> AP n°44568 du 19/05/2021 pour 4256 porcs charcutiers et 720 places de post-sevrage
<b>Constats :</b>  Effectifs conformes à l'arrêté : 6919 porcs produits (source DFA 2022-2023).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Conformité de l'installation à la demande d'autorisation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Implantation – Aménagement
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement. L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.
<b>Constats :</b>  conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Respect des distances d'implantation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 5-1
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Implantation – Aménagement
<b>Prescription contrôlée :</b> Les bâtiments d'élevage et leurs annexes sont implantés à une distance minimale de : -100 mètres des habitations ou locaux habituellement occupés par des tiers (à l'exception des logements occupés par des personnels de l'installation, des hébergements et locations dont l'exploitant a la jouissance et des logements occupés par les anciens exploitants), des stades ou des terrains de camping agréés (à l'exception des terrains de camping à la ferme), ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers. Cette distance est réduite à 50 mètres lorsqu'il s'agit de bâtiments mobiles d'élevage de volailles faisant l'objet d'un déplacement d'au moins 100 mètres à chaque bande. Cette distance peut être réduite à 15 mètres pour les stockages de paille et de fourrage de l'exploitation, toute disposition est alors prise pour prévenir le risque d'incendie ; -35 mètres des puits et forages, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages, des berges des cours d'eau ; -200 mètres des lieux de baignade déclarés et des plages, à l'exception des piscines privées ; -500 mètres en amont des zones conchylicoles, sauf dérogation liée à la topographie, à la circulation des eaux et prévue par l'arrêté préfectoral d'enregistrement ;50 mètres des berges des cours d'eau alimentant une pisciculture, sur un linéaire d'un kilomètre le long de ces cours d'eau en amont d'une pisciculture, à l'exclusion des étangs empoisonnés où l'élevage est extensif sans nourrissage ou avec apport de nourriture exceptionnel.
<b>Constats :</b>  conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Dispositions relatives à l'intégration paysagère**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Implantation – Aménagement
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le

paysage.
<b>Constats :</b>  conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Propreté des installations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Implantation – Aménagement
<b>Prescription contrôlée :</b> L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.
<b>Constats :</b>  conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Propreté des locaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Implantation – Aménagement
<b>Prescription contrôlée :</b> Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs, ainsi que pour en assurer la destruction.
<b>Constats :</b>  La dératisation est effectuée par les exploitants. Présence d'un plan de dératisation et des fiches de données sécurité pour les produits dératicides et les produits lessiviels.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Étanchéité des ouvrage de stockage d'effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution accidentelle/DN
<b>Prescription contrôlée :</b> Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité. Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er juin 2005 et avant le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats. Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résul-

tats.
<b>Constats :</b>  Stockage des effluents (fumier) sous hangar avant exportation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Accessibilité aux services de secours**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.
<b>Constats :</b>  Le site est accessible aux engins lourds de secours.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Défense contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m <sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Ces moyens sont complétés : - s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ; - par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques. Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur. Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment : - le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ; - le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;

<p>- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;  - le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;  ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.  Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La défense externe contre l'incendie est assurée par les lagunes. Une signalisation est présente, ainsi qu'un point de pompage pour les pompiers.  Faire référencer la réserve incendie par le SDIS.  Présence d'extincteurs, vérifiés par SECURI TEC (dernière vérification du 06/02/2023).  Affichage des numéros d'urgence au bureau et à l'entrée des bâtiments.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>

**N° 10 : Installations électriques et techniques**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.  L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.  Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Vérification des installations électriques par la société Alpes Contrôles (attestation du 06/06/2023).</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>La vérification des installations électriques est réalisée annuellement vue la présence de salariés.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 11 : Stockage des produits dangereux (rétention et sécurité)**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides.  Tout stockage de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :  - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</p>

<p>- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.  La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.  Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi.  L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.  Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.  Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.  Le stockage de liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.  Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.  Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.  Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les bidons de produits dangereux sont posés sur rétention.  Présence d'une cuve à fuel simple paroi avec un mur étanche de rétention.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 12 : Déclaration annuelle des flux d'azote**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse/DN</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  PAR 6 Art 4.2 : Toute personne physique ou morale épandant des fertilisants azotés sur une parcelle agricole située en région Bretagne ou dont l'activité génère un fertilisant azoté destiné à l'épandage sur une parcelle agricole, que cette parcelle soit située ou non dans la région, a l'obligation d'effectuer chaque année une déclaration, sincère et véritable des quantités d'azote de toutes origines épandues ou cédées. En application de l'article L.211-3, point III du code de l'environnement, cette obligation est étendue aux vendeurs d'azote minéral et aux opérateurs effectuant la transformation d'effluents d'élevage et/ou le commerce de fertilisants organiques produits à partir d'effluents d'élevage. La déclaration couvre la période allant du 1er septembre de l'année précédant l'année en cours au 31 août de l'année en cours et s'applique à l'ensemble des personnes mentionnées dans cet article.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les DFA des campagnes 2021-2022 et 2022-2023 ont été réalisées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 13 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, dispositions générales</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m<sup>3</sup> par</p>

<p>jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.</p> <p>En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.</p> <p>Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du même code.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les prélèvements en eau sont effectués sur un forage. Présence d'un dispositif de disconnexion.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 14 : Capacités de stockage des effluents**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-III</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution accidentelle/DN</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les capacités minimales des équipements de stockage des effluents d'élevage répondent aux dispositions prises en application du 2° du I de l'article R. 211-81 du code de l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>conforme (hangar de stockage du fumier avec départs réguliers pour exportation)</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 15 : Collecte des eaux de pluie**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution accidentelle/DN</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>conforme</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 16 : Absence de rejets directs d'effluents**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 26</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution accidentelle/DN</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout rejet d'effluents d'élevage non traités dans les eaux superficielles douces ou marines est interdit.</p>
<p><b>Constats :</b></p>

Pas de non conformité observée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 17 : Gestion des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 33
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son exploitation, notamment : — limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets ; — trier, recycler, valoriser ses déchets ; — s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume est strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.
<b>Constats :</b>  Les déchets sont triés, stockés et éliminés via les filières agréées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 18 : Stockage des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets de l'exploitation, et notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement. En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (comme les porcelets ou les volailles par exemple) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié. Les animaux de grande taille morts sur le site sont stockés avant leur enlèvement par l'équarrisseur sur un emplacement facile à nettoyer et à désinfecter, et accessible à l'équarrisseur. Les bords d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
<b>Constats :</b>  Stockage des déchets vétérinaires en containers. Présence d'une aire étanche bétonnée avec un bac équarrissage, une cloche + bac de récupération des jus.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 19 : Elimination des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont régulièrement éliminés dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement.</p> <p>Les animaux morts sont évacués ou éliminés conformément au code rural et de la pêche maritime.</p> <p>Les médicaments vétérinaires non utilisés sont éliminés par l'intermédiaire d'un circuit de collecte spécialisé, faisant l'objet de bordereaux d'enlèvement, ces derniers étant tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p> <p>Toute élimination de médicaments vétérinaires non utilisés par épandage, compostage ou méthanisation est interdite.</p> <p>Tout brûlage à l'air libre de déchets, à l'exception des déchets verts lorsque leur brûlage est autorisé par arrêté préfectoral, de cadavres ou de sous-produits animaux est interdit.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Reprise des containers de déchets vétérinaires par la Collecte Médicale (regroupement avec un second site d'élevage).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 20 :** Bordereaux import, export

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 30</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse/DN</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les effluents d'élevage provenant des activités d'élevage de l'exploitation peuvent, totalement ou en partie, être traités sur une installation enregistrée, autorisée ou déclarée au titre d'un traitement spécialisé conformément au titre 1er du livre II, ou du titre 1er du livre V du code de l'environnement.</p> <p>Le cas échéant, l'exploitant tient à la disposition de « l'inspection de l'environnement, spécialité » installations classées le relevé des quantités livrées et la date de livraison.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>conformes</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 21 :** Mise en œuvre des MTD

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation autorisée après la parution des conclusions MTD met en œuvre les meilleures techniques disponibles.</p> <p>Sans préjudice des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, l'exploitant choisit, précise et justifie dans le dossier de demande d'autorisation les meilleures techniques disponibles qu'il met en œuvre, au sein du document prévu à l'article R. 515-59 du code de l'environnement. L'installation respecte les niveaux d'émission.</p> <p>L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>conforme</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 22 : MTD3 Azote total excrété, nutrition des animaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
<b>Thème(s) :</b> Élevage, MTD 3 Alimentation (Azote excrété)
<b>Prescription contrôlée :</b> a- Réduire la teneur en protéines brutes par un régime alimentaire équilibré en azote, tenant compte des besoins énergétiques et des acides aminés digestibles b- Alimentation multiphase au moyen d'aliments adaptés aux besoins spécifiques de la période de production. c- Ajout de quantités limitées d'acides aminés essentiels à un régime alimentaire pauvre en protéines brutes. d- Utilisation d'additifs autorisés pour l'alimentation animale qui réduisent l'azote total excrété.
<b>Constats :</b>  Alimentation biphasé Les valeurs d'excrétion sont de 12.62 pour les porcs charcutiers (azote excrété en kg d'azote/emplacement/an) et de 2.91 pour les porcelets.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 23 : MTD5 Utilisation rationnelle de l'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
<b>Thème(s) :</b> Élevage, MTD 5 Utilisation rationnelle de l'eau
<b>Prescription contrôlée :</b> a- Tenir un registre de la consommation d'eau. b- Détecter et réparer les fuites d'eau. c- Utiliser des dispositifs de nettoyage à haute pression pour le nettoyage des hébergements et des équipements. d- Choisir des équipements appropriés (par exemple, abreuvoirs à tétine, abreuvoirs siphoniques, bacs à eau), spécifiquement adaptés à la catégorie animale considérée et garantissant l'accès à l'eau (ad libitum). e- Vérifier et, si nécessaire, adapter régulièrement le réglage de l'équipement de distribution d'eau. f- Réutiliser les eaux pluviales non polluées pour le nettoyage.
<b>Constats :</b>  conforme Les relevés mensuels de la consommation en eau sont effectués. Consommation d'eau environ 6000 m <sup>3</sup> sur un an.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 24 : MTD14 Émissions atmosphériques d'NH<sub>3</sub>, stockage effluents solides**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
<b>Thème(s) :</b> Élevage, MTD 14 Réduire les émissions atmosphériques d'ammoniac
<b>Prescription contrôlée :</b> a- Réduire le rapport entre la surface d'émission et le volume du tas d'effluents d'élevage solides. B -Couvrir les tas d'effluents d'élevage solides. c- Stocker les effluents d'élevage solides dans un hangar.
<b>Constats :</b>

Stockage des effluents solides dans un hangar.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 25 :** MTD15 Rejets dans le sol et l'eau, stockage des effluents solides

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
<b>Thème(s) :</b> Élevage, MTD 15 Eviter, réduire les émissions dues au stockage d'effluents solides
<b>Prescription contrôlée :</b> a- Stocker les effluents d'élevage solides séchés dans un hangar. b- Utiliser un silo en béton pour le stockage des effluents d'élevage solides. c- Stocker les effluents d'élevage solides sur une aire imperméable équipée d'un système de drainage et d'un réservoir de collecte des jus d'écoulement. d- Choisir une installation de stockage d'une capacité suffisante pour contenir les effluents d'élevage pendant les périodes durant lesquelles l'épandage n'est pas possible. e- Stocker les effluents d'élevage solides en tas au champ, à l'écart des cours d'eau de surface et/ou souterrains susceptibles de recueillir le ruissellement.
<b>Constats :</b>  Stockage des effluents solides dans un hangar, sur une aire imperméable avec collecte des jus.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 26 :** MTD23 Émissions d'NH<sub>3</sub>, production global élevage porcin ou de volailles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
<b>Thème(s) :</b> Élevage, MTD 23
<b>Prescription contrôlée :</b> Afin de réduire les émissions d'ammoniac résultant du processus de production global de l'élevage porcin (truies comprises) ou de l'élevage de volailles, la MTD consiste à estimer ou calculer la réduction globale des émissions d'ammoniac obtenue, sur l'ensemble du processus de production, par l'application des MTD mises en oeuvre dans l'installation d'élevage.
<b>Constats :</b>  Conforme Emissions de 2.896 kg/NH <sub>3</sub> /emplacement/an pour les bâtiments porcs charcutiers et de 0.668 pour les porcelets (source GEREPE 2022).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 27 :** MTD24 Surveillance azote et phosphore excrétés dans les effluents d'élevage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
<b>Thème(s) :</b> Élevage, MTD 24 Surveiller l'azote et le phosphore excrétés au total
<b>Prescription contrôlée :</b> Bilan global de l'élevage porcin (truies comprises) ou de l'élevage de volailles, la MTD consiste à : a- Calcul, au moyen d'un bilan massique de l'azote et du phosphore basé sur la prise alimentaire, la teneur en protéines brutes du régime alimentaire, le phosphore total et les performances des animaux. Une fois par an, pour chaque catégorie d'animaux. b- Estimation, au moyen d'une analyse des effluents d'élevage visant à déterminer la teneur en azote total et en phosphore total.
<b>Constats :</b>

Le Bilan Réel Simplifié a été réalisé pour l'année 2022.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 28 :** MTD29 Surveillance des paramètres de procédé

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42

**Thème(s) :** Élevage, MTD 29 Consommation d'eau

**Prescription contrôlée :**

La MTD consiste à surveiller les paramètres de procédé suivants, au moins une fois par an. Consommation d'eau.

**Constats :**

conforme  
environ 6000 m3 d'eau consommé (source GERE 2022)

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 29 :** MTD29 Surveillance des paramètres de procédé

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42

**Thème(s) :** Élevage, MTD 29 nombre d'animaux

**Prescription contrôlée :**

La MTD consiste à surveiller les paramètres de procédé suivants, au moins une fois par an. Nombre d'animaux entrants et sortants, y compris naissances et décès, le cas échéant.

**Constats :**

conforme

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 30 :** MTD29 Surveillance des paramètres de procédé

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42

**Thème(s) :** Élevage, MTD 29 Consommation d'aliments

**Prescription contrôlée :**

La MTD consiste à surveiller les paramètres de procédé suivants, au moins une fois par an. Consommation d'aliments.

**Constats :**

conforme

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 31 :** MTD30 Émissions atmosphériques d'NH<sub>3</sub>, hébergement de porcs

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42

**Thème(s) :** Élevage, MTD 30

**Prescription contrôlée :**

a- Une des techniques ci-après, qui met en oeuvre un ou plusieurs des principes suivants :

<p>i) réduction de la surface d'émission d'ammoniac ;</p> <p>ii) augmentation de la fréquence d'évacuation du lisier (des effluents d'élevage) vers une installation de stockage extérieure ;</p> <p>iii) séparation des urines et des fèces ;</p> <p>iv) maintien d'une litière propre et sèche. 43/91 0. Fosse profonde (dans le cas d'un sol en caillebotis intégral ou en caillebotis partiel) uniquement si couplée à une mesure d'atténuation supplémentaire, par exemple : - une combinaison de techniques de gestion nutritionnelle ; - un système d'épuration d'air ; - la réduction du pH du lisier ; - le refroidissement du lisier.</p> <p>1. Système de vide pour l'évacuation fréquente du lisier (dans le cas d'un sol en caillebotis intégral ou en caillebotis partiel).</p> <p>2. Murs inclinés dans le canal à effluents d'élevage (dans le cas d'un sol en caillebotis intégral ou en caillebotis partiel).</p> <p>3. Racleur pour l'évacuation fréquente du lisier (dans le cas d'un sol en caillebotis intégral ou en caillebotis partiel).</p> <p>4. Évacuation fréquente du lisier par chasse (dans le cas d'un sol en caillebotis intégral ou en caillebotis partiel).</p> <p>5. Dimensions restreintes de la fosse à effluents d'élevage (dans le cas d'un sol en caillebotis partiel).</p> <p>6. Système sur litière intégrale (dans le cas d'un sol en béton plein).</p> <p>7. Hébergement de type niche/box couvert (dans le cas d'un sol en caillebotis partiel).</p> <p>8. Système à écoulement de paille (dans le cas d'un sol en béton plein).</p> <p>9. Sol convexe avec séparation du canal d'effluents d'élevage et du canal d'eau (dans le cas des cases avec sol en caillebotis partiel).</p> <p>10. Cases avec litière et production d'effluents d'élevage associée (lisier et effluents solides).</p> <p>11. Boxes de nourrissage/de couchage sur sol plein (dans le cas des cases avec litière).</p> <p>12. Bac de récolte des effluents d'élevage (dans le cas d'un sol en caillebotis intégral ou en caillebotis partiel).</p> <p>13. Collecte des effluents d'élevage dans l'eau.</p> <p>14. Tapis de collecte des effluents d'élevage en forme de V (dans le cas d'un sol en caillebotis partiel).</p> <p>15. Combinaison de canaux d'eau et de canaux à effluents d'élevage (dans le cas d'un sol en caillebotis intégral).</p> <p>16. Allée extérieure recouverte de litière (dans le cas d'un sol en béton plein).</p> <p>b- Refroidissement du lisier.</p> <p>c- Utiliser un système d'épuration d'air tel que : 1. laveur d'air à l'acide ; 2. système d'épuration d'air à deux ou trois étages ; 3. biolaveur.</p> <p>d- Acidification du lisier.</p> <p>e- Utilisation de balles flottantes dans le canal à effluents d'élevage.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Cases avec litière et production d'effluents d'élevage associée (lisier et effluents solides).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 32 : Notification de changement notable**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Autre du 13/04/2010, article Article R512-46-23 du code de l'Environnement</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, dispositions générales</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'enregistrement, et notamment du document justifiant les conditions de l'exploitation projetée mentionné au 8° de l'article R. 512-46-4, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>

**Constats :**

Changement des conditions d'exploitation en cours : arrêt de la litière sur sciure au profit de la litière sur paille.

Porter à la connaissance du Préfet les modifications, avec la convention établie pour la reprise du fumier.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites